



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 11/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TECHNICENTRE AQUITAINE

54 rue Amédée St Germain
33000 Bordeaux

Références : 25-163
Code AIOT : 0005200560

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/03/2025 dans l'établissement TECHNICENTRE AQUITAINE implanté 1, rue de Gravelotte 33800 Bordeaux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection a été diligentée afin de vérifier la mise en œuvre des dispositions visées par l'arrêté de mise en demeure (APMD) du 18 novembre 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TECHNICENTRE AQUITAINE
- 1, rue de Gravelotte 33800 Bordeaux

- Code AIOT : 0005200560
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le TECHNICENTRE Aquitaine, anciennement établissement de maintenance du matériel SNCF de BORDEAUX, est dédié à la maintenance (entretien mécanique, nettoyage...) de voitures, de locomotives et d'automotrices, électriques ou thermiques. Sont exploités sur site 3 activités :

- le technicentre TER Nouvelle-Aquitaine (atelier Z2 et Régiolis) ;
- le technicentre Atlantique (TGV) ;
- le technicentre Intercités Paris Austerlitz (atelier rotonde).

Le site est autorisé par l'arrêté préfectoral du 22 avril 2002 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 8 octobre 2018.

Les activités relèvent notamment des rubriques suivantes au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement :

- Rubrique 2930-1a : atelier d'entretien et de réparation de véhicules et engins à moteur (réparation et entretien) sous le régime de l'enregistrement ;
- Rubrique 1435-3 : station service sous le régime de la déclaration ;
- Rubrique 2563-2 : nettoyage / dégraissage de surface sous le régime de la déclaration ;
- Rubrique 2910-A-2 : installation de combustion sous le régime de la déclaration ;
- Rubrique 4734-2-c : stockage de produits pétroliers et carburant sous le régime de la déclaration.

Il fonctionne 24h/24, 7j/7 et emploie près de 470 personnes sur le site de Bordeaux.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rétention	AP de Mise en Demeure du 18/11/2024, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'arrêté de mise en demeure du 18 novembre 2024 est levé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rétention

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 18/11/2024, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention
Prescription contrôlée : La société Technicentre Nouvelle-Aquitaine qui exploite une installation sur la commune de Bordeaux est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article suivant : <ul style="list-style-type: none"> • article 2.7.2 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2008, <u>dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté</u>, en se dotant des moyens de rétention requis ; Article 2.7.2 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2008 : "[...]L'exploitant s'assure dans le temps de la pérennité de ce dispositif. L'étanchéité ne doit

notamment pas être compromise par les produits pouvant être recueillis, par un éventuel incendie ou par les éventuelles agressions physiques liées à l'exploitation courante.[...]"

Constat lors de l'inspection du 24 septembre 2024 :

"La réfection de la rétention associée aux stockages de l'huile neuve (30 m³), de l'huile usagée (25m³), des hydrocarbures usagés (30 m³) et aux mélanges d'hydrocarbures (25 m³) n'a pas encore été réalisée. Plusieurs circonstances (météo, prestataires pas fiables ...) ont retardé la réalisation des travaux. Pour mémoire, le défaut d'étanchéité est constaté depuis l'inspection 2021. L'exploitant s'est engagé à procéder aux travaux de mise en conformité avant la fin de l'année. Un projet d'arrêté de mise en demeure est proposé à Monsieur le préfet pour encadrer la mise en conformité de la rétention."

Constats :

L'exploitant a apposé un revêtement sous forme de résine au fond de la rétention. Il est apparu propre et sans fissure sur l'ensemble de la surface. Les caractéristiques exactes de la résine utilisée n'ont pas pu être vérifiées. A cet effet l'exploitant transmettra sous 15 jours la fiche produit associée.

La mise en demeure est levée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet la fiche produit de la résine utilisée afin de confirmer l'étanchéité de la rétention.

Type de suites proposées : Sans suite